

QUESTION DE PRÉ CONSEIL DÉPOSÉE PAR Sandrine Cassini et Miriam Mahé POUR LES REPRÉSENTANTS DE PARENTS D'ELEVES DE L' ECOLE FAUBOURG ST DENIS

Madame la Maire,
Mesdames, Messieurs les adjointes et adjoints,
Mesdames, Messieurs, les Conseillères et Conseillers d'arrondissement,

Nous nous exprimons aujourd'hui devant vous, au nom de l'ensemble des familles de l'école Faubourg St Denis qui nous ont confié le mandat de les représenter et de défendre les intérêts de leurs enfants.

En 3 ans, notre école à elle seule a fait face à 2 fermetures de classe. Cette année encore, nous subissons une nouvelle fermeture. Ainsi, au cours des 4 dernières années, ce sont 3 classes qui ont été supprimées sur un total de 12 classes, soit une suppression de près de 25% des capacités éducatives.

Cela n'inclut pas les autres fermetures décidées dans l'arrondissement, en particulier celle de la totalité de l'Ecole Paradis - avec une promesse éphémère de maintenir les classes existantes dans les autres écoles.

Nous voulons partager avec vous notre incompréhension quant à cette décision du Rectorat de Paris. L'année prochaine, les effectifs annoncés sont amenés à croître de nouveau, avec 46 élèves attendus en CP dès le mois de septembre 2025.

En 2026, nouvelle augmentation, avec 50 élèves accueillis en première année d'élémentaire. Du jamais vu en 10 ans !

Plus d'élèves et moins de classes. Tout élève de CP pourrait rapidement faire le calcul. Nous allons donc vers une détérioration drastique des conditions d'apprentissage pour nos enfants dans l'arrondissement. Nous savons tous combien il est difficile, voire impossible, de rouvrir une classe après l'avoir fermée.

Il faut rappeler une spécificité. Notre école est classée en Réseau d'Education Prioritaire. C'est son honneur d'accueillir des enfants de toutes nationalités et de tous milieux, seul chemin pour tenir la promesse républicaine - écrite sur le fronton de nos écoles ou de cette mairie : ÉGALITÉ. Et donc réduire les inégalités. Cette mixité sociale favorise l'entraide et la solidarité entre les élèves et les familles, portant haut les valeurs de l'école de la République.

Dans le cadre de cette mission, notre école dispose d'une classe UPE2A composée d'enfants allophones, issus de familles primo-arrivantes. Ces enfants partagent leur temps de classe entre l'apprentissage du français avec une institutrice ou un instituteur dédié et un parcours scolaire classique, dans des classes avec leurs camarades francophones. Ces classes ont permis non seulement à des générations d'enfants d'apprendre le Français,

mais aussi de réussir leur parcours d'intégration dans notre société en rejoignant les niveaux de leurs âges.

Ce dispositif est la fierté de notre école, dans un quartier dont la richesse repose sur une profonde diversité. Fierté du quartier, de l'arrondissement, sans nul doute de vous, les élus, et nous l'espérons également du rectorat.

Mais il est désormais menacé par cette nouvelle fermeture de classe.

Cette année, des élèves allophones ont été refusés dans le groupe de niveau CM2. Avec des effectifs en hausse, la capacité d'accueil de ces élèves va se réduire. Pire, la fermeture rendra au mieux compliqué, et plus probablement impossible, l'accueil d'enfants pour certains niveaux.

A terme, c'est l'ensemble du dispositif UPE2A, et avec lui les valeurs d'égalité et de fraternité qu'il porte, qui va disparaître. Aux Etats-Unis, Donald Trump n'aurait pas fait mieux. Mais peut-être Paris vaut mieux ?

Au sein du 10e arrondissement, la fermeture envisagée marquerait la fin de ce type de classe dans notre arrondissement. Seule l'école Varlin disposerait alors d'une UPE2A. Or, hasard ou politique anti-diversité du Rectorat de Paris, elle est aussi menacée d'une fermeture de classe. Une hérésie alors que des foyers sociaux continuent d'ouvrir dans notre arrondissement, et plus précisément dans un périmètre proche de notre école.

Madame la Maire de Paris, Anne Hidalgo, a fait de la réduction des inégalités et de la mixité sociale un enjeu majeur pour Paris. Elle a développé au long de ses mandatures une politique offensive de logement social, avec l'objectif noble d'assurer le vivre-ensemble.

Comment assurer la continuité de cette politique sans les dispositifs scolaires indispensables à la formation de citoyens éclairés ?

Faut-il comprendre dans cette démarche de désinvestissement du secteur éducatif que le Rectorat de Paris encourage fortement les habitants à se diriger vers le secteur privé ? L'enseignement de qualité doit-il n'être accessible qu'à une petite frange de la population de l'arrondissement ?

Voici un an, le monde entier regardait avec envie Paris. Une cérémonie grandiose dévoilait les grands principes sur lesquels repose la République. Paris était une fierté. Tous ses habitants, quelque soit leur origine, leur niveau social, étaient fiers de Paris. Mais il semble que ce temps soit dorénavant révolu.

Nous vous demandons solennellement, à vous nos élus, d'intervenir auprès du Rectorat pour qu'il revienne sur cette fermeture de classe, aux conséquences dramatiques, sur

notre arrondissement, sur ses habitants et surtout, sur l'avenir de ses enfants, qui demeurent ceux de la République.

Nous n'avons pas le droit, encore plus aujourd'hui qu'hier, de préempter le futur de nos enfants. Votre seul devoir ? Faire mentir les politiques discriminatoires et, pourquoi pas, Make Education Great Again.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à nos préoccupations.

Les Représentants de parents d'élèves de l'école Faubourg St Denis